

1987, chapitre 71

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LE CINÉMA ET LA LOI SUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Projet de loi 59

présenté par Madame Lise Bacon, ministre des Affaires culturelles

Présenté le 19 juin 1987

Principe adopté le 11 novembre 1987

Adopté le 17 décembre 1987

Sanctionné le 17 décembre 1987

Entrée en vigueur: à la date fixée par le gouvernement

Lois modifiées:

Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1)

Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications (L.R.Q., chapitre S-10.01)



CHAPITRE 71

Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications

[Sanctionnée le 17 décembre 1987]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. C-18.1,
a. 9, remp.

1. L'article 9 de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1) est remplacé par les suivants:

Aide au sec-
teur privé

«**9.** Une aide financière peut être accordée au secteur privé du cinéma par la Société générale des industries culturelles visée au troisième alinéa de l'article 1 de la Loi sur la Société générale des industries culturelles (L.R.Q., chapitre S-10.01) à même les fonds que le gouvernement destine annuellement à ce secteur et suivant le plan d'aide, les programmes et les critères d'attribution de cette aide établis conformément à la présente loi.

Fonctions
de la
Société
générale des
industries
culturelles

À cette fin, la Société a pour fonctions, en matière de cinéma:

1° de reconnaître les œuvres qu'elle indique comme films québécois suivant les normes édictées par règlement du gouvernement;

2° de promouvoir ou d'aider la création cinématographique et la production de films reconnus comme films québécois;

3° de promouvoir ou d'aider la distribution et l'exploitation de films au Québec ainsi que le développement des industries techniques;

4° de promouvoir ou d'aider le cinéma québécois en favorisant sa représentation dans les festivals et autres manifestations cinématographiques et de promouvoir la culture cinématographique au Québec;

5° d'encourager la participation des entreprises de télévision à la production et à la diffusion de films québécois;

6° d'encourager ou d'aider la formation, la recherche, le développement et l'innovation dans le domaine du cinéma.

Administration

« **9.1** La Société, conformément au plan d'aide et aux programmes, administre les fonds que le gouvernement destine au secteur privé du cinéma et attribue l'aide financière selon l'une des formes prévues à l'article 10.

Règlement
de la
Société

« **9.2** La Société peut, dans le cadre des programmes, déterminer par règlement la forme des demandes d'aide financière qui lui sont adressées, les renseignements qu'elles doivent contenir et les documents qui doivent les accompagner ainsi que les autres conditions que doivent remplir les personnes qui désirent obtenir de l'aide financière. ».

c. C-18.1,
a. 11, remp.

2. L'article 11 de cette loi est remplacé par le suivant:

Plan d'aide

« **11.** La Société établit chaque année le plan d'aide financière, les programmes et les critères d'attribution de cette aide qu'elle propose pour l'exercice financier suivant.

Approbation

Elle soumet le plan et les programmes à l'approbation du ministre. Avant de les approuver, le ministre consulte l'Institut québécois du cinéma.

Approbation

Elle soumet les critères d'attribution de cette aide à l'approbation du gouvernement. ».

c. C-18.1,
aa. 12 et 13,
ab.

3. Les articles 12 et 13 de cette loi sont abrogés.

c. C-18.1,
a. 14, remp.

4. L'article 14 de cette loi est remplacé par le suivant:

Sommes
transmises

« **14.** Le ministre, à la suite de ces approbations, transmet à la Société les sommes que le gouvernement destine au secteur privé du cinéma. ».

c. C-18.1,
a. 17, remp.

5. L'article 17 de cette loi est remplacé par le suivant:

Administration

« **17.** Les affaires de l'Institut sont administrées par un conseil d'administration formé de onze membres nommés par le gouvernement conformément à la présente section. ».

c. C-18.1,
a. 20, remp.

6. L'article 20 de cette loi est remplacé par le suivant:

Proposition
du ministre

« **20.** Le ministre propose au gouvernement la nomination de trois autres membres représentant des champs d'intérêt prioritaires pour l'Institut et qui n'appartiennent pas à une association reconnue en vertu de l'article 18. ».

c. C-18.1,
a. 22, mod.

7. L'article 22 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

c. C-18.1,
a. 26, remp.

8. L'article 26 de cette loi est remplacé par le suivant :

Rembourse-
ment des
dépenses

« **26.** Les membres de l'Institut ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement. ».

c. C-18.1,
a. 30, mod.

9. L'article 30 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Quorum

« **30.** Le quorum des séances de l'Institut est de six membres, dont le président ou le vice-président. ».

c. C-18.1,
a. 31, ab.

10. L'article 31 de cette loi est abrogé.

c. C-18.1,
a. 32, mod.

11. L'article 32 de cette loi est modifié par la suppression des mots « ou le secrétaire ».

c. C-18.1,
a. 33, mod.

12. L'article 33 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « président, le vice-président ou le secrétaire, » par les mots « président ou le vice-président ».

c. C-18.1,
a. 34, mod.

13. L'article 34 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « le secrétaire et les autres » par le mot « les » ;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « du secrétaire et des autres » par le mot « des ».

c. C-18.1,
aa. 35 et 36,
remp.

14. Les articles 35 et 36 de cette loi sont remplacés par les suivants :

Fonctions

« **35.** L'Institut a pour fonctions de conseiller le ministre sur l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du cinéma.

Fonctions

« **36.** Il a également pour fonctions, dans le cadre de la politique du cinéma, de conseiller le ministre :

1° sur les orientations en matière de cinéma, le plan d'aide financière et les programmes proposés par la Société générale des industries culturelles;

2° sur les projets de règlements du gouvernement ou de la Régie du cinéma.

Recherches
et études

L'Institut peut en outre effectuer des recherches et des études dans le domaine du cinéma.

Audience
publique

« **36.1** L'Institut doit, au moins une fois au cours de périodes successives de deux années, tenir une audience publique sur l'une ou l'autre des matières prévues au chapitre III. L'Institut donne un avis public qu'il entend tenir une telle audience et y indique la matière qui en fait l'objet.

Comité
représentatif

Pour l'application du présent article, l'Institut forme un comité d'audience composé de représentants des milieux intéressés par la matière choisie et en soumet la composition à l'approbation du ministre qui s'assure de son caractère représentatif. ».

c. C-18.1,
a. 39, ab.

15. L'article 39 de cette loi est abrogé.

c. C-18.1,
a. 46, mod.

16. L'article 46 de cette loi est modifié par la suppression des mots « et de la Société ».

c. C-18.1,
sec. V,
c. II, ab.

17. La section V du chapitre II de cette loi est abrogée.

c. C-18.1,
a. 73, mod.

18. L'article 73 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 3°.

c. C-18.1,
a. 83, remp.

19. L'article 83 de cette loi est remplacé par le suivant:

Règles
d'apposition
des visas

« **83.** La Régie appose des visas selon les règles suivantes:

1° si une version autre qu'en français est présentée avec une copie doublée en français, la Régie appose un visa sur autant de copies doublées en français que de copies en version autre qu'en français; sauf dans les cas et aux conditions déterminés par règlement du gouvernement, la personne qui demande le visa doit s'engager auprès de la Régie à exploiter simultanément les copies doublées en français;

2° si seule existe une version autre qu'en français et que la personne qui demande le visa dépose à la Régie un contrat assurant le doublage en français du film au Québec et la preuve de la remise des éléments de doublage auprès de la personne qui en est chargée, la Régie appose un visa temporaire sur le nombre de copies, pour la durée et suivant les autres conditions déterminés par règlement du gouvernement;

3° si la personne qui demande le visa établit que seule existe une version autre qu'en français, un visa temporaire est apposé par la Régie sur une seule copie pour la durée et suivant les conditions déterminées par règlement du gouvernement. ».

c. C-18.1,
aa. 92, 98,
115 et 182,
mod.

20. Les articles 92, 98, 115 et 182 de cette loi sont modifiés par le remplacement des mots « de la Régie » par les mots « du gouvernement ».

c. C-18.1,
a. 94, mod.

21. L'article 94 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin de l'article, des mots « et du gouvernement ».

c. C-18.1,
a. 97, mod.

22. L'article 97 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « de la Régie, transmettre à celle-ci » par les mots « du gouvernement, transmettre à la Régie » ;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 7° du deuxième alinéa, des mots « de la Régie » par les mots « du gouvernement » ;

3° par le remplacement, dans la deuxième ligne du troisième alinéa et après le mot « paragraphes », de « 1° à 5° » par « 3° et 4° ».

c. C-18.1,
a. 102, mod.

23. L'article 102 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Disposition
non appli-
cable

« Le premier alinéa ne s'applique pas à un commerçant à l'égard des films qu'il a achetés, loués, empruntés ou échangés d'une personne titulaire d'un permis de distributeur. ».

c. C-18.1,
a. 105.2, aj.

24. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 105.1, du suivant :

Accord de
coproduc-
tion

105.2 Malgré les articles 105 et 105.1, la Régie peut délivrer un permis spécial de distributeur au producteur d'un film produit dans le cadre d'un accord de coproduction que le gouvernement reconnaît comme donnant droit à l'obtention d'un tel permis. ».

c. C-18.1,
a. 108, mod.

25. L'article 108 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « de la Régie, transmettre à celle-ci » par les mots « du gouvernement, transmettre à la Régie » ;

2° par le remplacement, dans le troisième alinéa, des mots « de la Régie » par les mots « du gouvernement ».

c. C-18.1,
a. 109,
remp.

26. L'article 109 de cette loi est remplacé par le suivant:

Investisse-
ment

« **109.** Le titulaire d'un permis de distributeur doit, dans les délais et aux conditions déterminés par règlement du gouvernement, investir dans la production de films québécois, au sens des normes édictées par règlement du gouvernement, un pourcentage du total des revenus bruts de distribution qu'il réalise annuellement au Québec.

Pourcentage
maximum

Ce pourcentage est déterminé par règlement du gouvernement et ne peut être fixé à plus de 10 % ».

c. C-18.1,
a. 114, mod.

27. L'article 114 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « de la Régie » par les mots « du gouvernement »;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « La Régie » par les mots « Le gouvernement ».

c. C-18.1,
a. 118, mod.

28. L'article 118 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans la troisième ligne, des mots « au détail »;

2° par le remplacement des mots « de la Régie » par les mots « du gouvernement ».

c. C-18.1,
aa. 120 et
121, mod.

29. Les articles 120 et 121 de cette loi sont modifiés par la suppression, dans la troisième ligne, des mots « au détail ».

c. C-18.1,
a. 122, mod.

30. L'article 122 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, des mots « au détail ».

c. C-18.1,
aa. 122.1 à
122.5, aj.

31. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 122, de ce qui suit:

« § 2.—*Permis de commerçant au détail de matériel vidéo*

Permis
requis

« **122.1** Nul ne peut exploiter un lieu de commerce au détail de matériel vidéo s'il n'est titulaire d'un permis de commerçant au détail de matériel vidéo délivré par la Régie. Un tel permis est nécessaire pour chaque lieu de commerce au détail de matériel vidéo.

Demande

« **122.2** La demande d'obtention ou de renouvellement d'un permis de commerçant au détail de matériel vidéo doit être faite conformément aux règlements du gouvernement.

Durée

« **122.3** Un permis de commerçant au détail de matériel vidéo est valable pour une période d'une année.

Droit annuel « **122.4** Le droit annuel exigible du titulaire d'un permis de commerçant au détail de matériel vidéo, fixé par règlement de la Régie, est payable à la Régie lors de la délivrance ou du renouvellement du permis.

Permis refusé « **122.5** La Régie peut, après avoir donné à la personne intéressée l'occasion d'être entendue, refuser de délivrer ou de renouveler un permis de commerçant au détail de matériel vidéo, le suspendre ou le révoquer dans les cas suivants:

1° si elle a été déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou à l'un de ses règlements depuis moins de deux ans;

2° si elle ne paie pas à leur échéance les droits annuels exigibles;

3° si elle ne satisfait pas aux conditions prévues par la présente loi et les règlements pour son obtention ou son renouvellement. ».

c. C-18.1,
a. 137, ab. **32.** L'article 137 de cette loi est abrogé.

c. C-18.1,
a. 167, mod. **33.** L'article 167 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant:

« 5° prescrire le montant des droits que le titulaire d'un permis de tournage, d'un permis spécial de distributeur ou d'un permis de commerçant au détail de matériel vidéo doit payer; ».

c. C-18.1,
a. 168, mod. **34.** L'article 168 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « La Régie peut également, » par les mots « Le gouvernement peut »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 2° du premier alinéa, du suivant:

« 2.1° établir des conditions pour l'obtention ou le renouvellement d'un permis de commerçant au détail de matériel vidéo; »;

3° par la suppression, dans le paragraphe 4° du premier alinéa, de « , après consultation de l'Institut, »;

4° par l'insertion, après le paragraphe 11° du premier alinéa, du suivant:

« 11.1° établir des normes permettant de reconnaître des oeuvres comme films québécois; »;

5° par l'insertion, après le paragraphe 15° du premier alinéa, des suivants:

« 16° déterminer, pour l'application de l'article 83, le nombre de copies d'un film sur lesquelles un visa peut être apposé par la Régie, la durée de ce visa et les autres conditions d'apposition d'un tel visa;

« 17° déterminer les cas et les conditions suivant lesquels une personne qui demande un visa peut être exemptée de l'obligation prévue au paragraphe 1° de l'article 83. ».

c. C-18.1,
a. 171, ab.

35. L'article 171 de cette loi est abrogé.

c. S-10.01,
titre de la
loi, mod.

36. Le titre de la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications (L.R.Q., chapitre S-10.01) est modifié par le remplacement des mots « de développement des industries de la culture et des communications » par les mots « générale des industries culturelles ».

c. S-10.01,
a. 1, mod.

37. L'article 1 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin de l'article, de l'alinéa suivant:

« SOGIC »

« À compter du (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*), cette compagnie est désignée sous le nom de Société générale des industries culturelles ou sous le sigle SOGIC. ».

c. S-10.01,
a. 4, mod.

38. Le premier alinéa de l'article 4 de cette loi est modifié par l'insertion, après le sous-paragraphe 1° du paragraphe *a*, de ce qui suit:

« 1.1° du cinéma; ».

c. S-10.01,
a. 4.1, aj.

39. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 4, du suivant:

Fonctions et
pouvoirs

« **4.1** La Société exerce en outre les fonctions et pouvoirs qui lui sont conférés par la section III du chapitre II de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1).

Acquisition
d'immeubles

Elle peut également, avec l'autorisation du gouvernement, acquérir, restaurer, rénover, gérer ou exploiter des immeubles. ».

c. S-10.01,
a. 5, mod.

40. L'article 5 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Administra-
tion

« **5.** Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de neuf membres dont un président. Au plus deux des huit autres membres sont choisis parmi les fonctionnaires du

gouvernement ou de l'un de ses organismes. Deux des membres du conseil sont nommés sur la recommandation du ministre des Communications; les autres membres sont choisis après consultation du milieu du cinéma et des industries culturelles.»;

2° par l'addition, à la fin de l'article, de l'alinéa suivant:

Droit de vote « Les fonctionnaires nommés en vertu du premier alinéa n'ont pas droit de vote. ».

c. S-10.01, a. 9, remp. **41.** L'article 9 de cette loi est remplacé par le suivant:

Remplacement du p.d.g. « **9.** En cas d'absence ou d'incapacité temporaire du président-directeur général, le conseil d'administration désigne l'un des vice-présidents pour le remplacer. ».

c. S-10.01, a. 10, remp. **42.** L'article 10 de cette loi est remplacé par le suivant:

Exclusivité des fonctions « **10.** Le président-directeur général et les vice-présidents nommés en vertu de l'article 12.1 doivent s'occuper exclusivement des devoirs de leurs fonctions. ».

c. S-10.01, a. 11, remp. **43.** L'article 11 de cette loi est remplacé par le suivant:

Rémunération « **11.** Le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général.

Remboursement des dépenses Les autres membres de la Société ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement. ».

c. S-10.01, a. 12, remp. **44.** L'article 12 de cette loi est remplacé par le suivant:

Quorum « **12.** Le quorum de la Société est de cinq membres, dont le président-directeur général. ».

c. S-10.01, a. 12.1, aj. **45.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 12, du suivant:

Vice-présidents « **12.1** Outre les membres du conseil d'administration, le gouvernement nomme deux vice-présidents de la Société.

Mandat Ces vice-présidents sont nommés pour un mandat d'au plus cinq ans et demeurent en fonction malgré l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés à nouveau.

- Traitement Le gouvernement fixe le traitement et les autres conditions de travail de chacun des vice-présidents de la Société. ».
- c. S-10.01,
a. 15, mod. **46.** L'article 15 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne du premier alinéa, après le mot « domaine » des mots « du cinéma, ».
- c. S-10.01,
a. 20, mod. **47.** L'article 20 de cette loi est modifié:
- 1° par la suppression, dans le paragraphe *d* du premier alinéa, des mots « ou consentir une aide financière »;
- 2° par l'insertion, après le paragraphe *d* du premier alinéa, du suivant:
- « *d.1)* accorder une aide financière dans un domaine, autre que celui du cinéma, visé au premier alinéa de l'article 4; ».
- c. S-10.01,
aa. 21 et
21.1, remp. **48.** Les articles 21 et 21.1 de cette loi sont remplacés par les suivants:
- Plan d'aide
financière **« 21.** Lorsque la Société est autorisée à accorder une aide financière en vertu du paragraphe *d.1* du premier alinéa de l'article 20, elle établit le plan d'aide financière, les programmes et les critères d'attribution de cette aide. Elle soumet le plan et les programmes à l'approbation du ministre des Affaires culturelles ou du ministre des Communications, selon le cas.
- Approbation Elle soumet les critères d'attribution de cette aide à l'approbation du gouvernement.
- Attribution
des sommes **« 21.1** À la suite de ces approbations, le ministre des Affaires culturelles ou le ministre des Communications, selon le cas, transmet à la Société les sommes destinées au domaine mentionné dans le plan d'aide financière.
- Conditions
préalables **« 21.2** La Société peut déterminer, par règlement, la forme des demandes d'aide financière qui lui sont adressées, les renseignements qu'elles doivent contenir et les documents qui doivent les accompagner ainsi que les autres conditions que doivent remplir les personnes qui désirent obtenir de l'aide financière. ».
- c. S-10.01,
a. 23, remp. **49.** L'article 23 de cette loi est remplacé par le suivant:
- Accords **« 23.** La Société peut, conformément à la loi, conclure des accords avec tout gouvernement, l'un de ses ministères ou organismes ainsi qu'avec toute personne dans le but de favoriser l'exécution de ses fonctions. ».

c. S-10.01.
a. 29, mod.

50. L'article 29 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Plan de
développe-
ment

«**29.** La Société doit faire approuver chaque année par le gouvernement son plan de développement et celui de ses filiales. À l'égard des matières contenues dans ce plan et relevant de la compétence du ministre des Communications, l'approbation du gouvernement est donnée sur la recommandation de ce ministre. ».

Fin de
mandat

51. Le mandat des membres de l'Institut québécois du cinéma nommés sur la proposition du ministre en vertu de l'article 20 de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1) prend fin à la date de l'entrée en vigueur du présent article.

Acquisition
de droits

52. La Société générale des industries culturelles visée au troisième alinéa de l'article 1 de la Loi sur la Société générale des industries culturelles (L.R.Q., chapitre S-10.01) acquiert les droits de la Société générale du cinéma du Québec instituée par la Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1) et en assume les obligations.

Affaires
pendantes

53. Les affaires pendantes à la Société générale du cinéma du Québec instituée par la Loi sur le cinéma sont continuées et décidées par la Société générale des industries culturelles.

Cessation
des fonc-
tions

54. Les membres de la Société générale du cinéma du Québec instituée par la Loi sur le cinéma cessent d'être en fonction au plus tard à la date de l'entrée en vigueur du présent article.

Fonctions
continué

55. Les membres du personnel de la Société générale du cinéma du Québec instituée par la Loi sur le cinéma en fonction le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) deviennent, sans autre formalité, des membres du personnel de la Société générale des industries culturelles.

Transfert de
dossiers

56. Les dossiers et les autres documents de la Société générale du cinéma du Québec instituée par la Loi sur le cinéma sont transférés à la Société générale des industries culturelles.

Transfert de
crédits

57. Les crédits affectés à la Société générale du cinéma du Québec instituée par la Loi sur le cinéma, pour l'année financière 1987-1988, sont transférés, dans la mesure que le gouvernement détermine, à la Société générale des industries culturelles, pour la durée non écoulée de cette année financière.

Président-
directeur-
général et
vice-
président

58. Le président-directeur général et le vice-président de la Société de développement des industries de la culture et des communications en fonction (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) deviennent respectivement le président-directeur général et l'un des vice-présidents de la Société générale des industries culturelles.

Acte de
nomination

Ils continuent d'être régis par les conditions prévues à leur acte de nomination.

Cessation
des fonc-
tions

Les autres membres de la Société de développement des industries de la culture et des communications cessent d'être en fonction au plus tard à la date de l'entrée en vigueur du présent article. ».

Règlement
continué en
vigueur

59. Le Règlement sur la reconnaissance d'un film comme film québécois approuvé par le gouvernement par le décret 2518-83 du 6 décembre 1983 demeure en vigueur et est réputé avoir été édicté en vertu du paragraphe 11.1° de l'article 168 de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1).

Présomption

60. Un règlement adopté par la Régie du cinéma en vertu de l'article 168 de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1) et approuvé par le gouvernement est réputé avoir été adopté par le gouvernement en vertu de cet article. Un tel règlement entre en vigueur à la date que ce règlement indique.

Dénomi-
nation rem-
placée

61. Dans les lois, leurs textes d'application ainsi que dans tout contrat ou autre document, la dénomination « Société de développement des industries de la culture et des communications » ou « Société générale du cinéma du Québec » est remplacée par la dénomination « Société générale des industries culturelles », à moins que le contexte ne s'y oppose.

Entrée en
vigueur

62. La présente loi entrera en vigueur aux dates fixées par le gouvernement.